

# ***La lettre de Liaisons.***

***25 février 2001 - année 2001 - version électronique numéro 1***

Comité de rédaction : Mayeul Chamussy (38), Olivier Delbeke (94), Alban Dessouter (34), Bernard Grangeon (63), Claude Luchetta (43), Vincent Prémey (03).  
Contacts et correspondance chez V. Prémey 3 rue de Serbie 03 000 Moulins.

## **Attention danger !**

Georges “ Dabeuliuwe ” Bush Junior est maintenant au pouvoir, élu non par le peuple -même si l’on se place du point de vue de la constitution américaine loin d’être démocratique ! -mais par les juges, frappé d’emblée d’une illégitimité particulière.

Les décrets antisyndicaux sortent déjà : contre les quelques organismes paritaires de l’administration fédérale et contre l’utilisation des cotisations syndicales pour financer des causes politiques, tiens donc (décrets du 17 janvier). Un seuil est franchi dans l’aggravation de la politique anti-ouvrière, anti-*poors*, anti-noirs -après que leurs suffrages aient été explicitement mis à la poubelle en Floride-, anti-*welfare* et par là anti-femmes et anti-mères, déjà engagée sous Clinton.

Politique intérieure et politique extérieure sont indissociables. Bush bombarde l’Irak et conforte Sharon. Des matamores yankees coulent un bateau japonais, rien que ça. Et, surplombant ces gesticulations agressives contre le monde, il met en branle le programme NMD, *National Missile Defense*, par ailleurs nécessaire pour subventionner le complexe militaro-industriel et faire face à la récession envisagée de l’économie américaine.

## **ELECTIONS MUNICIPALES : deux diagnostics, un seul et même mouvement.**

Les sondages font état de fortes abstentions prévisibles dans les milieux populaires. Enseignants, cheminots ou chômeurs sont et restent fondamentalement mécontents et sans grandes illusions envers le gouvernement Jospin.

Dans le même temps, les listes présentées par la Ligue communiste révolutionnaire, par Lutte ouvrière ou par le Parti des travailleurs, voire d’autres groupes d’extrême gauche, certaines listes Vertes -pas toutes loin de là car il arrive souvent que les Verts se situent en fait, non seulement totalement dans le cadre “ gauche plurielle ”, mais à la droite de celui-ci, quelque part du côté de la démocratie-chrétienne-, les listes comme “ Motivé(e)s ” ou le Mouvement pour l’Immigration et les Banlieues, d’autres encore, vont exprimer partiellement cette tendance de fond.

Autre phénomène dont ne font pas état les sondages et dont la presse et les commentateurs divers parlent en général fort peu, le nombre exceptionnel de listes de gauche “ dissidentes ” locales, de cassures dans les équipes anciennement constituées dans les mairies, majoritaires ou d’opposition. Pour divers qu’il est, ce phénomène correspond généralement à ce que nous avons analysé dans la dernière lettre de *Liaisons* : la méthode “ gauche plurielle ” et gouvernementale et le type de campagne qu’elle impose contrecarrent les traditions de listes d’union à gauche socialistes, communistes et républicaines en tendant à leur imposer un autre “ profil ” de campagne souvent élaboré par des “ conseillers en communication ”. Il arrive aussi, inversement, que le besoin de gagner et de se tourner à nouveau vers le peuple impose des modifications en cours de route ...

La “ gauche plurielle ” fonctionne comme une machine à intégrer au dispositif d’Etat tant les syndicats

que les élus locaux. L'intercommunalité, ou plus exactement l'application des lois Pasqua-Voinet sur l'aménagement du territoire, instaurant les " pays ", et Chevènement, instaurant les communautés de communes et d'agglomération, lois qui entendent justement encadrer la tendance à l'association, à la fédération des 36 000 communes et les écraser dans le double carcan de l'Union Européenne et de la V<sup>o</sup>République, joue ici un rôle essentiel et nombre de ces conflits locaux y sont liés.

Tel est le premier diagnostic. Mais il y en a un autre : la gauche est en mesure de l'emporter dans plusieurs villes importantes, dont l'une est absolument décisive. Il s'agit bien sûr de Paris, qui n'est pas une commune comme les autres. La Mairie de Paris, créée en 1976 par et pour le RPR, continuait la tradition *anti-parisienne* qui voulait, depuis le XIX<sup>e</sup> siècle, que cette ville jugée dangereuse en raison du rôle historique de son peuple n'ait pas d'autorités élues. La chute prévue de la mafia RPR, de l'appareil étatique, financier, maffieux et immobilier parisien pose un grave problème parce qu'il s'agit là du cœur de l'appareil d'Etat de ce pays !

Le peuple de gauche ne soutient pas le gouvernement, mais il sait faire la différence entre mairie de gauche et mairie de droite, et il perçoit aussi la différence entre élus honnêtes, qui certes acceptent le cadre social et institutionnel dominant, mais s'efforcent de respecter leurs électeurs, et le rôle de pure courroie de transmission gouvernementale et étatique de la " gauche plurielle ", comme le montre la tendance à ne pas soutenir les ministres candidats, Guigou à Avignon comme Gayssot à Béziers et Voinet à Dôle. D'autre part, le peuple s'apprête à porter un nouveau coup à la V<sup>o</sup>République, à l'Etat-RPR et au président Chirac. Ce coup s'ajoutera à décembre 95, au vote contre Chirac après la dissolution. Il n'aura rien à voir, fondamentalement, avec la volonté gouvernementale. Qu'un Delanoë (ainsi qu'un Contassot) à Paris doive aussi profiter de la décomposition de la droite, récupérer des votes de droite, ainsi d'ailleurs que la " gauche plurielle " lyonnaise sur laquelle ne crache pas M. Barre, ne change pas cette tendance et cette vérité profonde : chasser le RPR et la droite de la mairie de Paris, et de nombreuses autres villes, c'est là un enjeu et ce sera une victoire **démocratiques**, et donc nôtre.

Nous exigeons la démission de Chirac, nous combattons le gouvernement de la gauche plurielle qui le protège. Pas plus que le combat contre ce gouvernement, contre sa politique de flexibilité et de mise en cause des fondements de la Sécurité sociale, des services publics et de l'école laïque ne fait le jeu de la droite, pas plus le combat pour chasser la droite de toutes ses positions ne saurait faire le jeu du gouvernement. Le mouvement contre la droite et contre le gouvernement forment un seul et même mouvement. Ce mouvement commun se dirige contre la V<sup>o</sup>République, pour une république démocratique de ceux d'en bas, sans bureaucratie d'Etat ni mafias, dans une union libre des républiques démocratiques d'Europe.

Un exemple local : Moulins, ville moyenne et provinciale, gérée depuis longtemps par la droite et depuis 1995 par un appareil RPR exporté de Paris derrière le maire et ancien ministre du Logement d'Alain Juppé, Pierre-André Périssol, actuel responsable du secteur Enseignement du RPR pour avoir instauré dans sa commune des écoles publiques ARVE (*sic* : " Aménagement des Rythmes de Vie de l'Enfant ", système dans lequel les horaires des écoles publiques sont tronçonnés pour pouvoir confier les enfants aux services municipaux d'animation sans garantie de qualité, de laïcité ni de gratuité).

*A priori*, pour un observateur superficiel, une dynamique pour chasser ce pouvoir de cette ville n'était pas difficile à déclencher. Encore fallait-il que la " gauche plurielle " ait réellement cette fonction ! Or, ni le député PS ni le président PCF du Conseil Général n'ont voulu prendre la tête d'une liste, envoyant ainsi un message initial défaitiste. La liste est conduite par une socialiste, avocate, dans la ligne officielle mais qui veut légitimement gagner.

Le pouvoir de la " gauche plurielle " ici, comme pouvoir d'Etat et source de subventions, de postes et de places, c'est principalement le président PCF du Conseil général Jean-Claude Mairal qui n'a voulu être

que onzième sur cette liste, manière de faire savoir que la lutte contre le chef national du RPR qu'est P.A.Périssol n'est pas son objectif, tout en se ménageant la possibilité d'être élu en cas de victoire. Il doit en même temps garder son canton de Moulins-Sud et par là même sa présidence départementale. Pour ce faire, il mène une campagne du style " votez pour moi parce que je suis le chef du Conseil général ", d'où les mots " communistes ", " parti " et même " gauche " semblent bannis. Il quête des soutiens à droite parmi des élus locaux liés au maire de Moulins, ce qui lui vaut quelques mésaventures. L'électorat populaire des quartiers Sud de Moulins, les familles de vieille tradition communistes en tête, ne s'y retrouve plus. Il est possible qu'une partie de ce mécontentement se reporte sur le candidat du PS Michel Panthou.

Dernier épisode à ce jour, l'irruption du personnel du Conseil général, ce jeudi 22 février, qui a massivement fait grève -à l'exception des secrétaires PS et PCF des conseillers ! - et manifesté dans les couloirs à moquettes de l'étage du président Mairal, agitant des clochettes et faisant un beau vacarme, à l'appel de l'Intersyndicale CGT-CFDT-FO, contre l'application des 35h. qui consiste ici, comme de la part de n'importe quel patron, à refuser des jours de congé et à les remplacer par des réductions horaires de " neuf minutes " !!!

*Nous avons reçu plusieurs lettres auxquelles nous n'avons pas les moyens de répondre dans la Lettre de Liaisons, sauf à transformer celle-ci en courrier des lecteurs, et auxquelles la rédaction prendra le temps de répondre -mais ça prendra forcément du temps, nous n'avons pas une puissante logistique -si tous les auteurs de ces courriers s'abonnaient celle-ci serait d'ailleurs renforcée !*

**Abonnement à *Liaisons* (n°0 en préparation pour mi-mars) + *Le lettre de Liaisons* : 100 F. ou plus.**

**Chèques à l'ordre de *Liaisons*, au 3 rue de Serbie 03 000 Moulins.**